

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Annecy, le 1^{er} JUIN 2012

Affaire suivie par : Joël Crespine
Cellule déchets, sites et sols pollués
Tél. : 04 50 08 09 16
Télécopie : 04 50 08 09 20
Courriel : joel.crespine@developpement-durable.gouv.fr
UT7374-D1-12-256

OBJET : *Installations classées pour la protection de l'environnement*

P. J. : *Lettre de suite à l'inspection*

DEPARTEMENT DE LA HAUTE – SAVOIE - Société SICN à Annecy

VISITE D'INSPECTION APPROFONDIE

réalisée le 4 mai 2012

Rapport de l'inspecteur des installations classées

Adresse de l'établissement : 4, rue du Radar, 74000 Annecy

Adresse du siège social de l'établissement : BP1 – 38113 Veurey-Voroize

Activité principale de l'établissement : travail de l'uranium naturel et appauvri

Code GIDIC de l'établissement : 61. 4535

Priorité DREAL : P1.

Inspecteur : Joël CRESPIE

Date d'annonce du contrôle : courrier du 2 mai 2012

Type de contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
	<input type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
	<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL	<input type="checkbox"/> Incident/Accident du :
	<input type="checkbox"/> Plainte du :	<input type="checkbox"/> Autre :

Thème du contrôle : Le contrôle a porté sur l'avancement des travaux d'assainissement du site suite à l'arrêt définitif des activités relatives au travail de l'uranium.

Référentiel du contrôle :

Arrêté préfectoraux :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 1817-93 du 24 septembre 1993,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-1694 du 19 juillet 2005,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-1219 du 24 avril 2008.

Documents de SICN :

- courrier SICN du 19 avril 2011 apportant des éléments demandés lors de l'inspection du 20 janvier 2011,
- courrier SICN du 22 août 2011 complétant celui du 19 avril 2011,
- courrier SICN du 31 août 2011 transmettant les dossiers de déclassement du sous-sol du bâtiment A et du bâtiment N, de la station de relevage des eaux uranifères du bâtiment A, de la galerie reliant les bâtiments H et F, des aires extérieures comprenant les alvéoles M et les aires goudronnées,
- courrier du 3 avril 2012 transmettant la mise à jour de l'étude hydrogéologique préalable à la détermination de l'emprise des servitudes d'utilité publique (SUP), le dossier d'évaluation des risques sanitaires résiduels chimiques et radiologiques et le projet de demande d'institution de SUP.

Principales installations contrôlées : sous-sol du bâtiment A, bâtiment B, fosse du sous-sol du bâtiment G.

Personnes rencontrées et fonctions :

- M. THUILLIER : directeur général de la société SICN,
- M. DIEULOT : chef d'établissement,
- M. HOUEE : responsable et personne compétente radioprotection,
- M. KERDOUDI : pôle déchets BU valorisation AREVA,
- M. BENOIT : ingénieur sûreté BU valorisation AREVA,
- M. MAILLARD : acheteur projet AREVA.

Synthèse de la visite - contexte :

L'établissement d'Annecy de la société SICN (Société Industrielle de Combustible Nucléaire) a été créé en 1957 pour produire des éléments combustibles des centrales nucléaires de la filière graphite-gaz. D'autres productions utilisant l'uranium appauvri telles que des flèches de chars y ont été également réalisées. Après l'arrêt des centrales graphite-gaz, l'activité s'est en partie réorientée vers la mécanique conventionnelle. En 2002, le travail de l'uranium a été définitivement arrêté et les activités non-nucléaires ont été reprises par la société GEMMA, d'abord filiale de SICN puis vendue en dehors du groupe AREVA, avant de changer de raison sociale pour HITIM. L'activité de SICN s'est alors limitée à la décontamination du site et plus particulièrement de la zone uranium, non occupée par la société HITIM.

Le principe retenu pour l'assainissement des structures est basé sur l'enlèvement de matière potentiellement contaminée. Des chantiers pilotes ont permis de déterminer la profondeur de migration de l'uranium en fonction de la nature des parois à traiter et de l'utilisation passée des locaux. Sur la base de ces résultats, SICN a donc déterminé l'épaisseur à retirer ou le traitement à effectuer sur chaque surface à assainir afin de supprimer toute contamination résiduelle. L'atteinte de cet objectif doit être vérifiée par des mesures d'activités surfaciques résiduelles inférieures au seuil de détection de $0,4 \text{ Bq/cm}^2$.

L'exploitant rencontre toutefois des difficultés pour traiter les surfaces à forte rugosité du fait de la présence de matériaux grossiers. Sur ce type de surfaces, qui se rencontre généralement dans les galeries du sous-sol, l'épaisseur nécessaire pour supprimer toute contamination résiduelle est très supérieure à celle déterminée sur les chantiers pilotes et son retrait remettrait en cause la tenue de la paroi. L'exploitant procède alors à une mesure de la teneur massique en uranium et à une vérification de son acceptabilité en la comparant à la valeur maximale de 143 ppm prise en compte dans le cadre de l'étude de sol et en réalisant un calcul d'impact radiologique résiduel, pour les personnes qui fréquenteront le site. Cette évaluation tient compte des servitudes qui seront mises en place et qui, d'une part, limiteront l'occupation du site à des voiries et des activités industrielles ou de services et, d'autre part, interdiront l'élimination de toute excavation en dehors d'une filière destinée aux déchets radioactifs.

Par ailleurs, l'implantation d'une chaufferie urbaine est prévue sur l'ancien site. Ce projet, incluant notamment la réoccupation de certains bâtiments de SICN ainsi que la construction de certains autres, devra tenir compte des contaminations résiduelles que les travaux d'assainissement n'auront pas pu supprimer.

L'état d'avancement des travaux avait été examiné lors de l'inspection du 20 janvier 2011. La présente visite était donc destinée à faire un nouveau point d'avancement du chantier notamment dans la perspective du projet d'implantation de la chaufferie urbaine. Précisons que si certaines remarques ont un impact sur le contenu du dossier de demande d'institution de SUP, la présente visite n'avait pas pour objet de finaliser son contenu. Ce sujet fera l'objet d'une prochaine réunion avec l'exploitant.

Constats

Traitement des bâtiments :

Bâtiment G

Contamination résiduelle

Le bâtiment G contient deux sources de contamination résiduelle :

- des matériaux faiblement contaminés situés sous la dalle dont l'activité massique, initialement évaluée à $8,7 \text{ Bq/g}$, a été mesurée à une valeur maximale de $2,8 \text{ Bq/g}$ sur la base de l'analyse d'échantillons.
- une saignée correspondant à un retrait de béton contaminé sans avoir pu atteindre l'objectif de traitement de $0,4 \text{ Bq/cm}^2$ sous peine de remettre en cause la tenue de la dalle. Les mesures et analyses de prélèvements montrent une teneur résiduelle maximale de 35 mg/kg en uranium correspondant, pour le cas majorant de l'uranium naturel à une activité de $0,9 \text{ Bq/g}$, l'activité surfacique maximale étant de 4 Bq/cm^2 . La saignée a été rebouchée par 10 cm de béton sain. Ce point a été constaté lors de la visite.

L'étude de l'acceptabilité dosimétrique de cette contamination résiduelle réalisée par l'exploitant montre une exposition maximale de $91 \mu\text{Sv}$ pour un travailleur séjournant 1600 heures par an, soit la durée d'un poste de travail, au point le plus défavorable.

Le courrier du 22 août 2011 annonçait la réalisation d'une campagne de mesures dosimétriques destinées à confirmer ces conclusions. Toutefois, l'exploitant nous a indiqué que les films mis en place n'avaient pas pu être exploités car ils avaient été impressionnés par le transit de déchets de faible activité à proximité du bâtiment G. L'exploitant nous indique qu'une nouvelle campagne peut être prévue. Dans ce cadre, il nous paraît souhaitable qu'une mesure soit réalisée dans les galeries du sous-sol et une autre au droit de la saignée rebouchée au rez-de-chaussée.

Réoccupation

Une partie du site incluant le bâtiment G doit être prochainement réoccupé dans le cadre d'un bail de location pour l'implantation d'une chaufferie urbaine exploitée par la société IDEX. L'exploitant nous a indiqué que les servitudes qu'il projetait de mettre en place sur l'ensemble de son ancien site avaient été intégrées au bail, notamment celles concernant les conditions de travaux. Dans ce cadre, il est notamment nécessaire préalablement à tous travaux sur les dispositifs de blocage ou de confinement de réaliser une étude d'impact radiologique et chimique et de déterminer les mesures de maintien de tels dispositifs.

En outre, les plans d'implantation de la chaufferie projetée par IDEX, transmis dans le cadre d'informations préalables au lancement de la procédure d'autorisation relative à cet équipement, montrent la création d'une fosse d'une profondeur de 4,30 et 2,60 m, selon les secteurs, dans l'emprise de l'ancien bâtiment F qui a été déconstruit et dont le sous-sol a été comblé avec des matériaux de démolition. Sur les plans de SICN et lors de la visite, nous avons constaté qu'une fosse existait bien sous le bâtiment G mais pas à l'endroit prévu sur le projet de chaufferie.

La création d'une telle fosse nécessiterait de la part d'IDEX des études complémentaires liées à l'atteinte portée par l'ouvrage aux dispositifs de blocage et de confinement mis en place dans l'emprise du bâtiment F ainsi qu'à l'impact des travaux et à l'élimination des matériaux excavés dans une filière adaptée aux déchets contenant des radioéléments, en application des dispositions de l'article 2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2005 modifié par l'arrêté du 24 avril 2008. Nous informerons la société IDEX de ces éléments dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ses futures installations qu'elle déposera au titre de la réglementation des installations classées. Il paraît néanmoins nécessaire que SICN soit tenue informée de tels travaux sur son site.

Nous demanderons dans la lettre de suite que l'exploitant précise, sous un mois, quelles informations ont été transmises à son locataire pour l'informer de la présence et des caractéristiques des sources résiduelles présentes dans l'emprise des bâtiments G et F et quelles dispositions lui ont été imposées dans le cadre du bail afin de garantir la pérennité de leur confinement, lors des travaux d'implantation des futures installations, ainsi que pendant la phase d'exploitation. Le bail devra en outre prévoir l'information systématique et préalable de SICN de tout projet d'excavation de quelque matériaux que ce soit sur son ancien site d'Annecy.

Enfin, nous demanderons à SICN de nous tenir informés de tout travaux de ce type envisagés sur son site accompagnés des éléments justificatifs.

Bâtiment A

Sous-sol, station de traitement des eaux uranifères

Le dossier de déclassement contient une cartographie montrant que le seuil de 0,4 Bq/cm² n'a pu être atteint, la contamination surfacique maximale résiduelle étant de 9 Bq/cm² dans le fourreau d'une tuyauterie en paroi de l'ouvrage. La teneur résiduelle maximale en uranium est de 720 mg/kg correspondant à une activité massique de 11 Bq/g pour de l'uranium appauvri et à 18 Bq/g pour de l'uranium naturel.

Compte tenu du fait que les objectifs n'ont pas été atteints malgré les travaux de traitement des structures, constatés lors de la visite, l'exploitant a joint au dossier de déclassement une vérification de l'état final des surfaces enterrées après assainissement, comblement par des matériaux sains et enfin couverture par une dalle de propreté de 10 cm. Cette étude qui conclut à l'acceptabilité de l'impact radiologique résiduel (78 µSv/an dans le cas le plus défavorable) ne prend pas en compte les valeurs surfaciques et massiques maximales de contamination résiduelle.

Nous demanderons à l'exploitant de modifier, en prenant en compte les valeurs maximales mesurées, l'étude intitulée « Vérification de l'état final des surfaces enterrées après assainissement au regard de l'étude d'impact radiologique du site » pour la station de traitement des eaux uranifères située en sous-sol du bâtiment A.

Toutefois, bien que cette étude apportera des données théoriques importantes, seule une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît permettre de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Sous sol, hors station de traitement des eaux uranifères

Le dossier de déclassement contient une cartographie montrant que le seuil de $0,4 \text{ Bq/cm}^2$ n'a pu être atteint, la contamination surfacique maximale résiduelle correspondant à 100 Bq/cm^2 . L'exploitant envisage aujourd'hui de remblayer les galeries avec des matériaux sains pour obtenir un sol plan et de les recouvrir d'une dalle de propreté de 10 cm ou d'une résine selon les secteurs. Lors de la visite, nous avons constaté que les surfaces du sous-sol avaient été traitées, souvent jusqu'à la ferraille du béton.

La cartographie réalisée présente les activités surfaciques résiduelles dans les différents locaux. Les valeurs maximales mesurées dans chaque secteur sont les suivantes :

- locaux 1 à 5 : 100 Bq/cm^2
- locaux 5 à 15 : 50 Bq/cm^2
- locaux 16 à 20 : 80 Bq/cm^2
- locaux 20 à 30 : 8 Bq/cm^2

Compte tenu du fait que les objectifs n'ont pas été atteints malgré les travaux de traitement des structures, l'exploitant a joint au dossier de déclassement une vérification de l'acceptabilité de l'impact radiologique des contaminations résiduelles dans le bâtiment A. La partie de l'étude consacrée au sous-sol montre que la dose annuelle reçue par une personne séjournant au dessus de la singularité la plus pénalisante 1600 heures par an, soit la durée d'un poste de travail, serait d'au plus $259 \mu\text{Sv/an}$.

Cette étude utilise toutefois des valeurs d'activité massique déduites d'une corrélation empirique avec l'activité surfacique. Cette approche ne nous paraît pas recevable dans la mesure où un point chaud situé à quelques dixièmes de millimètre d'une surface faiblement contaminée peut passer inaperçu. Seule une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît permettre de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Rez-de-chaussée et étages

Le rez-de-chaussée et les étages du bâtiment A avaient été assainis au début des années 1990 avant d'y implanter des activités de mécanique conventionnelle. Aujourd'hui, la société HITIM occupe ces locaux. En conséquence seules des cartographies partielles des surfaces accessibles pouvaient être envisagées, essentiellement au niveau des sols et des points singuliers accessibles tels que le bas de certains murs et les radiateurs. Ces éléments ont été transmis dans le cadre du courrier du 22 août 2011. Nous demanderons à l'exploitant de nous transmettre les données disponibles relatives à la contamination résiduelle des surfaces mesurée à l'issue des travaux d'assainissement réalisés au début des années 1990.

Les résultats des cartographies non exhaustives réalisées en 2011 sont les suivants :

Activités surfaciques maximales :

- Rez-de-chaussée : 80 Bq/cm^2
- 1^{er} étage : 15 Bq/cm^2
- 2^{ème} étage : 20 Bq/cm^2

Activités surfaciques labiles maximales :

- Rez-de-chaussée : inférieure à la limite de détection
- 1^{er} étage : inférieure à la limite de détection
- 2^{ème} étage : $1,05 \cdot 10^{-2} \text{ Bq/cm}^2$

La partie de l'étude d'acceptabilité des contaminations résiduelles consacrée au rez-de-chaussée et aux étages montre que la dose reçue par un salarié travaillant dans les locaux 1600 heures par an, soit la durée d'un poste de travail, serait d'au plus $211 \mu\text{Sv/an}$. Ce résultat est dû au fait que les valeurs précitées correspondent à des points singuliers représentant une très faible part de la surface totale des locaux.

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

Comme pour le sous-sol du bâtiment A, cette étude utilise des valeurs d'activité massique déduites de celles de l'activité surfacique, ce qui n'est pas fondé. Seule une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît permettre de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Bâtiment N

Le sous-sol du bâtiment N, comprenant le couloir de liaison avec le bâtiment A, a fait l'objet d'un contrôle après traitement des surfaces montrant les contaminations résiduelles maximales suivantes :

- sur les murs : inférieure à $0,4 \text{ Bq/cm}^2$
- sur les sols : 6 Bq/cm^2

La pose d'une dalle de propreté au sous-sol est prévue comme pour le sous-sol du bâtiment A.

Le rez-de-chaussée semi-enterré du bâtiment N avait été assaini au début des années 1990. Il abrite aujourd'hui les vestiaires de la société HITIM. En conséquence seules des cartographies partielles des surfaces accessibles pouvaient être envisagées, essentiellement au niveau des sols et des points singuliers accessibles tels que le bas de certains murs. Ces éléments ont été transmis dans le cadre du courrier du 22 août 2011 et des dossiers de déclassements joints au courrier du 31 août 2011. Nous demanderons à l'exploitant de nous transmettre les données disponibles relatives à la contamination résiduelle des surfaces mesurée à l'issue des travaux d'assainissement réalisés au début des années 1990. Les mesures pratiquées en 2011 n'ont pas mis en évidence de contamination surfacique supérieure à $0,4 \text{ Bq/cm}^2$ à l'exception d'un siphon de sol présentant une activité de $0,5 \text{ Bq/cm}^2$.

Les objectifs de traitement n'ayant pas été atteints, une vérification de l'acceptabilité des contaminations résiduelles a été réalisée. Cette étude montre que la dose reçue par un salarié travaillant dans les locaux 1600 heures par an, soit la durée d'un poste de travail, serait d'au plus $106 \mu\text{Sv/an}$ au rez-de-chaussée et $87 \mu\text{Sv/an}$ au sous-sol.

Cette étude utilise également des valeurs d'activité massique déduites de celles de l'activité surfacique, ce qui n'est pas fondé. Seule une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît permettre de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Bâtiment D

Le bâtiment D est occupé par la société HITIM pour des activités de métallisation. Des activités identiques étaient réalisées par la société SICN. En conséquence seules des cartographies partielles des surfaces accessibles pouvaient être envisagées au niveau des sols. Ces éléments ont été transmis dans le cadre du courrier du 22 août 2011. Le contrôle réalisé n'a pas mis en évidence de contamination surfacique supérieure à $0,4 \text{ Bq/cm}^2$.

Néanmoins, compte tenu du caractère non exhaustif du contrôle en raison de l'occupation des locaux, une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît nécessaire pour conclure sur l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Bâtiment B

Le bâtiment B est dédié à la fabrication de quartz de synthèse et n'a jamais accueilli d'activité liée à l'uranium. En conséquence seules des cartographies partielles des surfaces accessibles pouvaient être envisagées au niveau des sols. Ces éléments ont été transmis dans le cadre du courrier du 22 août 2011.

Les résultats de ces cartographies réalisées en 2011 sont les suivants :

Activités surfaciques maximales :

- 1^{er} sous-sol : 100 Bq/cm^2
- 2^{ème} sous-sol : 5 Bq/cm^2

Activités surfaciques labiles maximales

- 1^{er} sous-sol : inférieure à la limite de détection
- 2^{ème} sous-sol : $1,08.10^{-2}$ Bq/cm²

Nous avons constaté lors de la visite que les points correspondant aux activités les plus élevées étaient des siphons de sol et qu'ils avaient été bouchés avec du ciment.

Les objectifs de traitement n'ayant pas été atteints, une vérification de l'acceptabilité des contaminations résiduelles a été réalisée. Cette étude montre que la dose reçue par un salarié travaillant dans les locaux 1600 heures par an dans le bâtiment, soit la durée d'un poste de travail, serait d'au plus 201 µSv/an.

Cette étude utilise également des valeurs d'activité massique déduites de celles de l'activité surfacique, ce qui n'est pas fondé. Seule une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue nous paraît permettre de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Une telle mesure sera demandée dans la lettre de suite.

Contrôle des voiries

Le dossier de déclassement des aires en enrobés et des alvéoles M indique qu'aucun point ne présente une activité résiduelle surfacique supérieure à 0,4 Bq/cm². L'atteinte de cet objectif est confirmée par un procès verbal de contrôle de SGS. L'exploitant nous indique qu'une grande partie des enrobés a été retirée et refaite et que ceux laissés en place présentaient une activité résiduelle inférieure au seuil précité. Nous avons également constaté la création de voiries permettant un accès séparé aux futurs occupants du site.

Tuyauteries :

L'annexe 3 du projet de demande d'institution de SUP représente le plan des réseaux en distinguant :

- les réseaux d'eau pluviale et les ouvrages associés,
- les réseaux laissés,
- les réseaux exploités par la société HITIM.

L'exploitant nous a indiqué que les réseaux utilisés par HITIM n'avaient pu être traités. Les autres réseaux ont été considérés comme propres sur la base d'absence de contamination à leurs extrémités, aucune mesure n'ayant été faite sur l'intégralité de leur tracé. Dans le courrier du 22 août 2011, l'exploitant indique que malgré l'absence de marquage radiologique mesuré en surface, les travaux qui seront réalisés à proximité des ouvrages laissés en place seront conduits sous la responsabilité de SICN ou de son ayant droit. Les représentants de l'exploitant nous ont confirmé ce point en réunion.

Fosses T et U

Les fosses de relevage des eaux désignées T et U encore utilisées par HITIM n'ont pas fait l'objet de mesures ni de traitement. Il nous paraît donc nécessaire de prévoir une mesure de l'activité surfacique des structures accessibles ainsi qu'une mesure dosimétrique intégrée sur une durée suffisamment longue afin de conclure à l'acceptabilité des teneurs résiduelles. Ces dispositions seront demandées dans la lettre de suite.

Suites:

1. Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales : néant.

2. Autres suites : cette visite a permis de relever des écarts et des insuffisances rapidement remédiables nécessitant de la part de l'exploitant les actions suivantes :

1- Impact radiologique résiduel

Tout d'abord, il convient de modifier, en prenant en compte les valeurs maximales mesurées, l'étude intitulée « Vérification de l'état final des surfaces enterrées après assainissement au regard de l'étude d'impact radiologique du site » pour la station de traitement des eaux uranifères située en sous-sol du bâtiment A.

Concernant l'ensemble des locaux ayant fait l'objet de travaux de décontamination ainsi que ceux encore occupés par la société HITIM et n'ayant de ce fait pas pu faire l'objet d'un contrôle exhaustif, il convient d'évaluer l'acceptabilité des contaminations résiduelles en réalisant des mesures dosimétriques à l'aide de films de sensibilité maximale, positionnés dans les secteurs les plus défavorables et durant une période suffisamment longue (au moins deux mois) pour garantir une bonne évaluation de l'exposition. En complément, les données issues des films dosimétriques portés par les personnes ayant réalisé les opérations de traitement des bâtiments pourront être exploitées. Enfin, les données concernant l'état des surfaces traitées entre 1990 et 1993 devront être transmises afin de disposer d'une meilleure connaissance des contaminations résiduelles dans les locaux aujourd'hui occupés par la société HITIM.

L'ensemble de ces résultats accompagnés des interprétations nécessaires pour conclure à l'acceptabilité ou non des contaminations résiduelles devra être transmis avant le 1^{er} septembre 2012. Les valeurs mesurées seront notamment comparées au bruit de fond local et à la dose maximale réglementaire de 1000 μ Sv/an pour un travailleur non exposé.

Ces mesures seront effectuées dans tous les bâtiments de l'établissement encore accessibles et au dessus des emprises des bâtiments déconstruits. Elle seront en particulier réalisées pour évaluer l'impact de la fréquentation des bâtiments G (au droit de la saignée et dans les galeries y compris la liaison entre les bâtiments G et H), A (au droit de la station de relevage des eaux uranifères, dans le reste du sous-sol, au rez-de-chaussée et à chaque étage), N (à chaque niveau et dans la galerie de communication avec le bâtiment A), H, D, B (à chaque niveau), C10, C11, P ainsi que dans toutes les galeries reliant les bâtiments et qui n'ont pas été remblayées. De telles mesures seront également réalisées au droit de l'emprise des anciens bâtiments C, E, F, I, J, K, L, M et O, dans les parties accessibles des ouvrages T et U ainsi qu'au droit de la butte contenant des terres contaminées au nord-est du site et au niveau du transformateur W.

Enfin, l'évaluation des risques résiduels d'ordre chimique objet de l'étude du 2 avril 2012 devra être développée pour détailler notamment la contribution de chaque substance. Un nouvel indice du document devra également être transmis pour le 1^{er} septembre 2012.

2- Traitement des locaux actuellement occupés

Si dans l'avenir les locaux aujourd'hui non traités du fait de leur occupation par HITIM étaient libérés, il conviendrait de prévoir une cartographie exhaustive de leur état de contamination ainsi qu'un traitement des surfaces concernées, dans les mêmes conditions et avec les mêmes objectifs que les autres locaux du site. Ces dispositions concernent également les fosses T et U ainsi que l'ensemble des canalisations qui ont été laissées en place sur le site.

3- Projet de chaufferie

Il convient de préciser, **sous un mois**, quelles informations ont été transmises à la société IDEX pour l'informer de la présence et des caractéristiques des sources résiduelles présentes dans l'emprise des bâtiments G et F et quelles dispositions lui ont été imposées, dans le cadre du bail, afin de garantir la pérennité de leur confinement, lors des travaux d'implantation des futures installations, ainsi que pendant la phase d'exploitation.

Le bail devra en outre prévoir l'information systématique et préalable de SICN de tout projet d'excavation de quelque matériaux que ce soit sur son ancien site d'Annecy. Il conviendra en outre de nous communiquer ces informations accompagnées des éléments justificatifs nécessaires.

Enfin, concernant le sous-sol des bâtiments A et N, au vu des activités surfaciques mesurées, il me paraît nécessaire de réaliser, avant tout remblayage, des analyses visant à déterminer la teneur résiduelle des structures en uranium ainsi que l'activité massique associée. Les prélèvements devront notamment être réalisés dans les zones présentant les plus fortes activités surfaciques. Enfin, les calculs d'acceptabilité de l'impact radiologique seront mis à jour à partir des valeurs massiques effectivement mesurées. Je vous demande de transmettre ces éléments au plus tard le 1^{er} septembre 2012.

Ces éléments ont fait l'objet du courrier à l'exploitant dont une copie est jointe en annexe.

L'inspecteur des installations classées



Joël CRESPINE

Vu, approuvé et transmis
à monsieur le préfet de la Haute-Savoie
pour le directeur et par délégation,
de l'unité Prévention des Pollutions et
Police de l'Eau



Pascal SIMONIN

PRÉFET DE LA HAUTE SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Annecy, le 1^{er} 1. JUN 2012

Affaire suivie par : Joël Crespine
Cellule déchets, sites et sols pollués
Tél. : 04 50 08 09 16
Télécopie : 04 50 08 09 20
courriel : joel.crespine@developpement-durable.gouv.fr
UT7374--D1-12-257

Monsieur le Directeur Général,

Le 4 mai dernier, j'ai effectué une visite d'inspection dans l'établissement d'Annecy de la société SICN. Elle visait principalement l'examen de l'avancement des travaux d'assainissement des bâtiments du site.

J'ai l'honneur de vous confirmer, dans le rapport joint en annexe, les remarques que cette visite a soulevées de la part de l'inspection des installations classées.

Dans ce rapport, vous trouverez les demandes d'actions correctives pour lesquelles vous devez prendre des engagements le plus rapidement possible en respectant les délais fixés ainsi que les autres observations.

Je vous demande de bien vouloir me tenir informé, sous un délai maximal d'un mois, des suites que vous donnerez aux remarques formulées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées



Joël Crespine

P.J. : Copie du rapport d'inspection du 4 mai 2012

Société SICN
ACTIPOLE
BP 2
364, route de valence
38113 VEUREY VOROIZE

